



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

## ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02423P0121  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°23-010 du 18 janvier 2023 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02423P0121 relative à la reconstruction du pôle formation UIMM Centre-Val de Loire à La Chapelle-Saint-Mesmin (45), reçue le 19 juin 2023 ;

**VU** la décision tacite, née le 25 juillet 2023, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

**VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 11 juillet 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet a pour objectif la reconstruction complète du pôle formation UIMM Centre-Val de Loire, sur une parcelle de 13 457 m<sup>2</sup> située 74 route nationale à La Chapelle-Saint-Mesmin (45), et prévoit :

- la déconstruction des cinq bâtiments existants,
- la construction de quatre bâtiments (enseignement, restauration, administration et ateliers), d'une surface totale d'environ 4 800 m<sup>2</sup>,
- la création d'une aire de stationnement de 150 places et d'un abri deux-roues de 44 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que le projet relève de la rubrique 41a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le site du projet est déjà artificialisé et que sa vocation reste inchangée ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur les sites Natura 2000 les plus proches ;

**CONSIDÉRANT** que l'emprise du projet est en dehors du périmètre du plan de prévention du risque inondation (PPRI) du Val d'Orléans-Agglomération Orléanaise et ne présente pas d'autre sensibilité environnementale particulière ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant les travaux afin de prévenir un éventuel risque de pollution ;

**CONSIDÉRANT** ainsi qu'au regard de sa nature, de ses caractéristiques et de sa localisation, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La décision tacite, née le 25 juillet 2023, soumettant à évaluation environnementale le projet de reconstruction du pôle formation UIMM Centre-Val de Loire à La Chapelle-Saint-Mesmin (45) est annulée.

**ARTICLE 2** : Le projet de reconstruction du pôle formation UIMM Centre-Val

de Loire à La Chapelle-Saint-Mesmin (45) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**ARTICLE 4** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 11 août 2023  
Pour la Préfète de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,  
Le directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Hervé BRULÉ

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**  
28, rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :**  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)